



**Approved minutes of the regular meeting of the Council of Commissioners of the Central Québec School Board held on Wednesday, August 31, 2022, at 7 p.m. on TEAMS platform.**

<b>Present:</b>	Isabel Béland	Parent Commissioner
	Stephen Burke	Chairman
	Heather Clibbon	Commissioner
	Debbie Cornforth	Parent Commissioner
	Christian Falle	Parent Commissioner
	Debbie Ford-Caron	Commissioner
	André Gosselin	Commissioner
	Chantal Guay	Commissioner
	Cameron Lavallee	Commissioner
	Ian O’Gallagher	Commissioner
	France Pedneault	Commissioner
	Stephen Pigeon	Director General
	Jean Robert	Vice-chairman
Jo Rosenhek	Commissioner	
Jo-Ann Toulouse	Commissioner	
<b>Absent :</b>	David Eden	Commissioner
	Jason Kilganan	Parent Commissioner
<b>In Attendance:</b>	Jacob D.-Marcoux	Recording Secretary
	Anissa Landry	Director of Financial Services
	Stéphane Lagacé	Director of Educational Services
	Vincent Laliberté	Secretary General
	Nancy L’Heureux	Director of Human Resources and Assistant Director General
	Benoît Sévigny	Director of Buildings & Equipment, Information Technologies
	Melanie Simard	Outgoing Recording Secretary

**22-08.01 Call to Order**

The Chairman called the meeting to order at 7 p.m.

**22-08.02 Native Land Recognition Statement**

We would like to begin by acknowledging, honouring, and paying respect to our First Nations Communities; the traditional owners and custodians of the land on which we gather for this event today.

**22-08.03 Approval of the Agenda**

It was MOVED by C. Guay, SECONDED by F. Pedneault and unanimously RESOLVED; THAT the agenda be approved with the removal of this item:

**Item 11.c) Nomination of Commissioners to the 2022-2023 CQSB Committees**

**22-08.04**      **Public Question Period**

There was no public.

**22-08.05**      **Question Period for Students**

No students were present.

**22-08.06**      **Correspondence from Students**

No correspondence was received.

**22-08.07**      **Approval of the Minutes of the Regular Meeting Held on June 15, 2022**

It was MOVED by J. Rosenhek, SECONDED by D. Ford-Caron and unanimously RESOLVED; THAT the minutes of the regular meeting of the Council of Commissioners held on Wednesday, June 15, 2022, be accepted as presented.

**22-08.08**      **Business Arising from the Minutes**

No business arose from the minutes.

**22-08.09**      **Report from the Chairman**

The Chairman provided a report to the Commissioners on the following items:

- Ground Breaking Ceremony
- *Chapeau Les Filles*
- Saint Patrick's High School Graduation
- Valcartier Military Family Resource Centre honours Éric Caire
- Teacher Induction Week
- Agenda Meeting
- Interview NOOVO TV
- Welcome back (from Summer Break)

**22-08.10**      **Director General's Report**

The Director General formally addressed the Council and provided a report on the following items:

- a) Update from Educational Services
- b) Report on Delegation of Authority for Summer Months
- c) Update on Renovation / Construction Projects
- d) Negotiations Update

22-08.10 Director General's Report (continued)

- e) Labour Relations Committees
  - i. Senior Staff of Service – Directors, Coordinators and Management Staff
  - ii. Senior Staff of Schools and Centre – Principals
  - iii. Teachers
  - iv. Professionals
  - v. Support Staff

22-08.11 New Business

a) 2022-2023 Commissioners Stipends

It was MOVED by I. O’Gallagher, SECONDED by F. Pedneault and unanimously RESOLVED; THAT effective July 1, 2022, the total remuneration available for the commissioners and the parent commissioners be established in accordance with the amount payable with Decree #1054-2022 adopted on June 15, 2022; and

THAT the total amount established be distributed as per the following:

Chairman	(\$7227 + \$1 030 + \$16 601)	\$24,858.00
Vice Chairman	(\$7227 + \$5 203)	\$12,430.00
Commissioners	(14 x \$7227)	\$101,178.00
Professional development		\$5,939.00
Constituency expenses		\$10,605.00
TOTAL		\$155,010.00

And; THAT any unspent monies generated from the application of Decree #1054-2022 be brought back to the attention of the Council of Commissioners; and

THAT Appendix A of the Policy on Remuneration and Constituency Expenses of the Council of Commissioners be updated with the above amounts.

b) One-year Transportation Contracts 2022-2023

It was MOVED by J.-A. Toulouse, SECONDED by D. Cornforth and unanimously RESOLVED; THAT the Central Québec School Board accept the following one-year transportation contracts for the 2022–2023 school year;

**New Business (continued)**b) One-year Transportation Contracts 2022-2023 (continued)

<b>Transporter</b>	<b>Capacity</b>	<b>Territory</b>	<b>2022-2023 (\$) Excluding Tax</b>
Transport Nadia Lapointe	2 Berlines	Loretteville, St-Émile, Québec Ile d'Orléans	26,568.00 27,446.40
Lyne Robert	Berline	St-Gabriel-de-Valcartier	23,932.00
Mr. Charles Morton	12 row bus	Chibougamau, Chapais	57,506.07

and

THAT the Director General be authorized to sign the contracts on behalf of the School Board.

c) Long-term Borrowing

*ATTENDU QUE, conformément à l'article 78 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), la Commission scolaire Central Québec (l'« Emprunteur ») souhaite instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 mars 2023, lui permettant d'emprunter à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 24 599 000 \$ ;*

*ATTENDU QUE, conformément à l'article 83 de cette loi, l'Emprunteur souhaite prévoir, dans le cadre de ce régime d'emprunts, que le pouvoir d'emprunter et celui d'en approuver les conditions et modalités soient exercés par au moins deux de ses dirigeants ;*

*ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser ce régime d'emprunts, d'établir le montant maximum des emprunts qui pourront être effectués en vertu de celui-ci, ainsi que les caractéristiques et limites relativement aux emprunts à effectuer et d'autoriser des dirigeants de l'Emprunteur à conclure tout emprunt en vertu de ce régime et à en approuver les conditions et modalités ;*

*ATTENDU QUE le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (le « Ministre ») a autorisé l'institution du présent régime d'emprunts, selon les conditions auxquelles réfère sa lettre du 16 août 2022 ;*

**SUR LA PROPOSITION DE J.-A. TOULOUSE, APPUYÉE PAR C. GUAY; IL EST RÉSOLU :**

- 1. QU'un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 mars 2023, en vertu duquel l'Emprunteur peut, sous réserve des caractéristiques et limites énoncées ci-après, effectuer des emprunts à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, pour un montant n'excédant pas 24 599 000 \$, soit institué ;*

**New Business (continued)**c) Long-term Borrowing (continued)

2. *QUE les emprunts à long terme effectués par l'Emprunteur en vertu du présent régime d'emprunts soient sujets aux caractéristiques et limites suivantes :*

a. *malgré les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, l'Emprunteur ne pourra, pendant la durée du présent régime d'emprunts, effectuer des emprunts qui auraient pour effet que le montant total approuvé pour l'Emprunteur, pour une telle période, par le Conseil du trésor au titre de la programmation des emprunts à long terme des commissions scolaires, soit dépassé ;*

b. *l'Emprunteur ne pourra effectuer un emprunt à moins de bénéficier d'une subvention du gouvernement du Québec conforme aux normes établies par le Conseil du trésor, au titre de l'octroi ou de la promesse de subventions aux commissions scolaires, ainsi qu'aux termes et conditions déterminés par le Ministre et pourvoyant au paiement en capital et intérêt de l'emprunt concerné même si, par ailleurs, le paiement de cette subvention est sujet à ce que les sommes requises à cette fin soient votées annuellement par le Parlement ;*

c. *chaque emprunt ne pourra être effectué qu'en monnaie légale du Canada auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;*

d. *le produit de chaque emprunt ne pourra servir, outre le paiement des frais inhérents à l'emprunt concerné, que pour financer les dépenses d'investissement et les dépenses inhérentes aux investissements de l'Emprunteur subventionnées par le Ministre ;*

3. *QU'aux fins de déterminer le montant total auquel réfère le paragraphe 1 ci-dessus, il ne soit tenu compte que de la valeur nominale des emprunts effectués par l'Emprunteur ;*

4. *QU'en plus des caractéristiques et limites énoncées précédemment, les emprunts comportent les caractéristiques suivantes :*

a. *l'Emprunteur pourra contracter un ou plusieurs emprunts pendant toute la durée du régime d'emprunts jusqu'à concurrence du montant qui y est prévu, et ce, aux termes d'une seule et unique convention de prêt à conclure entre l'Emprunteur et le ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;*

b. *chaque emprunt sera constaté par un billet fait à l'ordre du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement ;*

New Business (continued)c) Long-term Borrowing (continued)

c. le taux d'intérêt payable sur les emprunts sera établi selon les critères déterminés par le gouvernement en vertu du décret numéro 513-2022 du 23 mars 2022, tel que ce décret peut être modifié ou remplacé de temps à autre ; et

d. afin d'assurer le paiement à l'échéance du capital de chaque emprunt et des intérêts dus sur celui-ci, la créance que représente pour l'Emprunteur la subvention qui lui sera accordée par le Ministre, au nom du gouvernement du Québec, sera affectée d'une hypothèque mobilière sans dépossession en faveur du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement.

5. QUE l'Emprunteur soit autorisé à payer, à même le produit de chaque emprunt contracté en vertu du présent régime, les frais d'émission et les frais de gestion qui auront été convenus ;

6. QUE l'un ou l'autre des dirigeants suivants :

Le Directeur général ;

Le Directeur général adjoint intérimaire ;

Le Président ; ou

Le Vice-président ;

de l'Emprunteur, **pourvu qu'ils soient deux agissant conjointement**, soit autorisé, au nom de l'Emprunteur, à signer la convention de prêt, la convention d'hypothèque mobilière et le billet, à consentir à toute clause et garantie non substantiellement incompatible avec les dispositions des présentes, à livrer le billet, à apporter toutes les modifications à ces documents non substantiellement incompatibles avec les présentes, ainsi qu'à poser tous les actes et à signer tous les documents, nécessaires ou utiles, pour donner plein effet aux présentes ;

7. QUE, dans la mesure où l'Emprunteur a déjà adopté une résolution instituant un régime d'emprunts pour les mêmes fins, la présente résolution remplace la résolution antérieure, sans pour autant affecter la validité des emprunts conclus sous son autorité avant la date du présent régime d'emprunts.

d) Appointment of a RSI (Responsable de la sécurité de l'information)

WHEREAS the tasks of Michèle Barbeau, the Administration Officer currently acting as *Responsable de la sécurité de l'information* have been reorganized;

WHEREAS the School Board must appoint *Responsable de la sécurité de l'information* who will be responsible for the management of information resources as stipulated in this Act;

It was MOVED by J. Rosenhek, SECONDED by I. Béland and unanimously RESOLVED; THAT the Central Québec School Board appoint Vincent Laliberté, Secretary General, to fulfill the role of *Responsable de la sécurité de l'information*.

22-08.11

**New Business (continued)**

e) Appointment of a RARC (*Responsable de l'application de règles contractuelles*)

WHEREAS the Act Respecting Contracting by Public Bodies, as modified by the Integrity in Public Contracts Act contains stipulations destined to ensure integrity in the treatment of public contracts;

WHEREAS one of these modifications obliges the chief executive officer (in this case the Council of Commissioners) of a public body to designate a contract rules compliance monitor;

It was MOVED by C. Guay, SECONDED by D. Ford-Caron and unanimously RESOLVED; THAT the Central Québec School Board designates Vincent Laliberté, Secretary General, to be the School Board's contract rules compliance monitor as stipulated in the Act Respecting Contracting by Public Bodies.

22-08.12

**Committee Reports**

a) Executive Committee

No meeting was held.

b) Parents' Committee

No meeting was held.

c) Special Needs Advisory Committee

No meeting was held.

d) Transport Advisory Committee

No meeting was held.

e) Audit Committee

No meeting was held.

f) Evaluation of the Director General

No meeting was held.

g) Ethics and Governance Committee

No meeting was held.

**22-08.12**      **Committee Reports (continued)**

h) Human Resources Committee

No meeting was held.

i) Resource Allocation Committee

No meeting was held.

j) Ad hoc Committee

No meeting was held.

**22-08.13**      **Quebec English School Boards Association**

a) Report from the Board of Directors

No report was made.

The next Board of Directors meeting will be held September 9, 2022.

b) Report from Committees

No report was made.

**22-08.14**      **Next meeting**

Next special meeting will be held on Wednesday, September 14, 2022.

The next regular meeting will be held on Wednesday, October 12, 2022.

**22-08.15**      **Question period**

a) Public

There were no questions.

b) Commissioners

There were no questions.

**22-08.16**      **In-camera session**

No in-camera session was held.



22-08.17      **Adjournment**

The meeting was ADJOURNED at 7:56 p.m. on a motion by D. Ford-Caron.

---

Vincent Laliberté  
Secretary General

Stephen Burke  
Chairman

Approved on October 12, 2022.